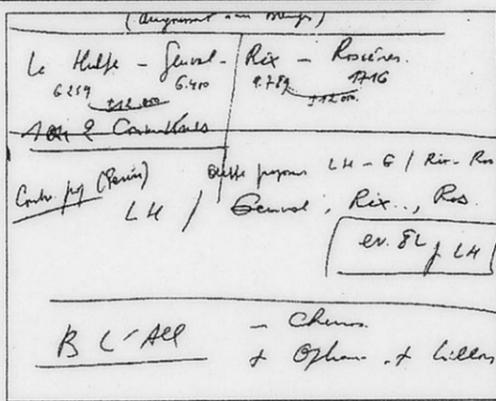


## INÉDIT • Puisé dans les archives

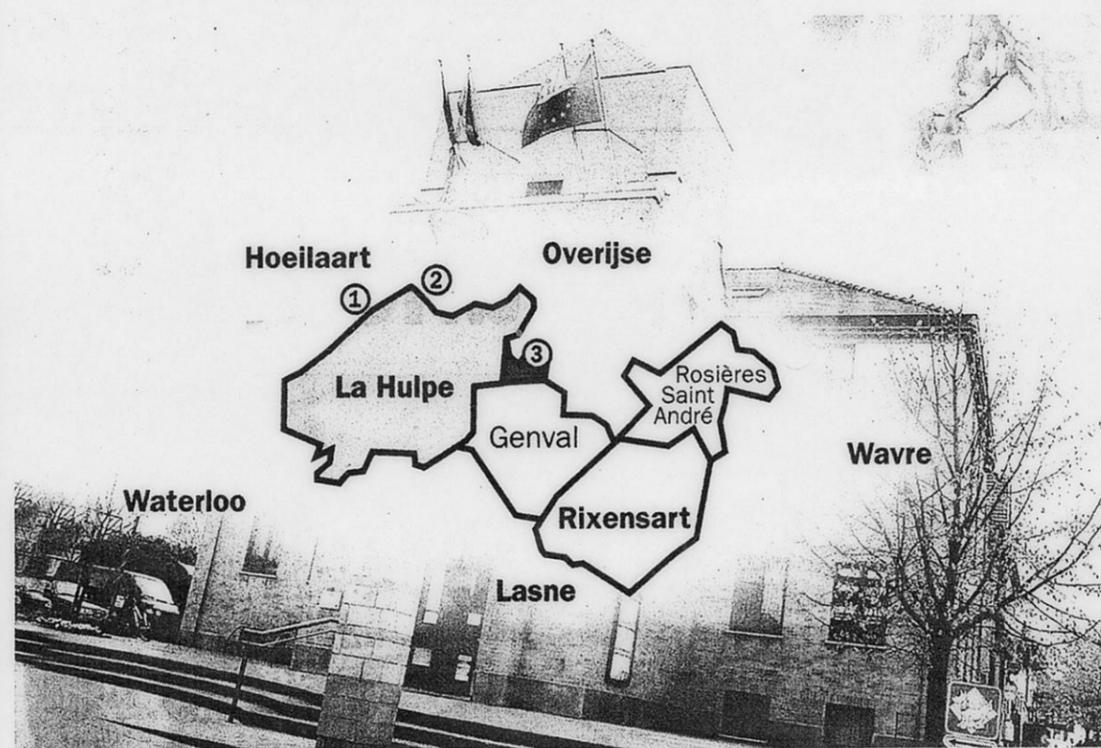


Cette fois, c'est dans les archives de Marcel Bourlard, que nous allons puiser. Jeune professeur de l'UCL et installé depuis quelques années dans la commune de Walhain-Saint-Paul, Marcel Bourlard est le chef de cabinet adjoint de François Perin (Rassemblement wallon). Actif au RW depuis le début des années 70, il est également responsable du centre d'études namuroises du parti et premier suppléant du député... Pierre Rouelle. C'est donc à lui que revient la tâche de préparer, en « inter-cabinet » avec ses homologues des autres ministres wallons (Louis Olivier pour le PRL et Joseph Michel pour le PSC), les arrêtés royaux qui organiseront les fusions des 108 communes de l'arrondissement de Nivelles. Le présent document date de la fin juin 1975, à quelques jours de la « solution finale » pour le Brabant wallon. Pour La Hulpe, tout est là. À quatre, avec Rosières, Genval et Rixensart. En double paire avec Genval. Ou bien la contre-proposition Perin : seule jusqu'en 1982 et puis une évaluation. On verra comment cette dernière hypothèse triomphera...

S. V.

## HISTOIRES DE FUSIONS • La Hulpe

## Le prix de la liberté



En (1) et en (2), les hameaux de t' Rot et du Bakenbos cédés à Hoeilaart en 1962. En (3), le quartier de La Corniche repris sur Overijse.

## Brèves de fusion

## ● Une autonomie séculaire.

Instituée en ville franche dès 1230, La Hulpe était chef de Mairie pour une dizaine de villages environnants et ce, jusqu'à la fin de l'Ancien régime (1792). Après l'indépendance (1830), La Hulpe perdit son rôle politique et administratif et fut intégrée dans le canton de Wavre.

## ● La frontière linguistique.

La Hulpe fut le théâtre d'un premier grand combat territorial en 1962, quand il s'agit de « cliquer » une bonne fois pour toutes la frontière linguistique. Sur sa limite septentrionale, La Hulpe perdit alors les hameaux de t' Rot et du Bakenbos au profit de Hoeilaart. La commune d'Overijse allait alors jusqu'à la gare et tenait tout le quartier de La Corniche, à majorité francophone. Après des années de revendication et de pétitions, La Corniche devint enfin terre wallonne.

## ● Les élections de 1970.

Pierre Rouelle et sa liste d'entente communale remporta 10 sièges sur 13. Au collège, Joseph Grégoire (PSB), Pierre Pandor (RW) et Jean De Becker (ind.). Les libéraux présentaient deux listes, dont une incomplète et le PSC une liste également incomplète. Dans le conseil, on retrouve également la libérale Jacqueline Kirschen (présidente de l'APNE) et, à ses débuts, Philippe Coppé.

## ● Avant le Plan Michel.

La surprise de la « non-fusion » de La Hulpe était

d'autant plus grande que nul n'avait imaginé que cette « petite » commune de 6 500 habitants et de 1 556 ha allait finalement se retrouver seule.

Une étude de l'ULB proposait un regroupement avec Rixensart (commune pilote) et Genval. Rosières partait avec Wavre. L'Union des communes privilégiait la fusion à quatre avec Genval comme centre. Enfin, l'administration (le Plan Costard) associait Genval (commune pilote), La Hulpe et Rixensart, tout en reprenant des hameaux à Ohain, Lasne, Limelette, Limal, Bierges et Rosières.

## ● On vote !

À La Hulpe, le référendum par voie postale est clôturé le 28 mars. 92 % de participation. 77 % sont contre la fusion. Éventuellement, si la fusion est inévitable, 92,69 % se prononcent pour la petite fusion (avec Genval) et 7,3 % pour le Plan Michel. Le Conseil se réunit alors une dernière fois, le 25 avril, et arrête définitivement sa position. Par sept voix contre une (l'échevin Joseph Grégoire, étiqueté PSB), le Conseil émet un avis défavorable au plan Michel. Même résultat pour « subsidiairement » proposer la fusion avec Genval. Unanimité pour demander l'appellation de La Hulpe pour la nouvelle entité. À partir de là, Pierre Rouelle se tait. Il participe de loin en loin aux réunions de la cantonale de Wavre des militants du Rassemblement Wallon. Quasi aucun écho dans la presse...

## Comment la petite commune de La Hulpe résista tant et si bien à toutes les promesses de mariage avec Genval, Rixensart et Rosières-Saint-André ?

**EN ÉCHANGE** du marché des YF-16 ? En contrepartie de l'autonomie d'une commune limbourgeoise... ou, plus simplement, au terme d'un marchandage brabançon ? Tentative de réponse avec les témoignages de Joseph Michel, François Perin, Philippe Coppé, Roger Monteyne, Jean-Claude Verbois, les journaux et les tracts électoraux de l'époque et les archives inédites de Joseph Michel, de Marcel Bourlard et de Raoul-Marc Jennar.

## Adieu Mateur !

Le samedi 23 février 2002, à 10 h, la salle du conseil de la maison communale de La Hulpe est pleine à craquer. Plus de deux cents personnes sont venues saluer la mémoire de Pierre Rouelle, décédé quelques jours plus tôt. L'émotion est palpable. Les orateurs rappellent les faits d'armes. Plus d'un demi-siècle au conseil communal, dont trente années comme bourgmestre. En 1962, il évita à La Hulpe d'être commune « à facilités », dans un combat homérique contre le ministre Antoine

Gilson, tout en reprenant le quartier de La Corniche sur la commune d'Overijse. Bien avant ses voisines, La Hulpe avait ses égouts, des voiries en bon état, des infrastructures sociales, culturelles et sportives. Enfin, il a de manière « astucieuse » (dixit le représentant du FDF) évité la fusion des communes.

## Payer pour les autres ?

En cette année 1975, cela fait donc déjà 22 ans que Pierre Rouelle est bourgmestre. Début février, arrive le Plan Michel pour la fusion des communes. Pour La Hulpe, ce n'est pas vraiment une surprise. À tous les coups, on associait son nom avec ses voisines de Rixensart et de Genval, parfois Rosières.

Le conseil communal se réunit à plusieurs reprises. Le 28 février, il arrive à la conclusion unanime que la fusion envisagée comporterait inévitablement pour les habitants de La Hulpe, une sérieuse aggravation des impositions communales puisque, après avoir financé la très grande partie de leurs propres investissements, ils seraient amenés à payer ceux des communes voisines, encore à réaliser. En conclusion, il est décidé d'organiser un référendum à la fin mars.

## J'ai une solution !

Entretemps, début mars, près de quarante mandataires et secrétaires communaux des

quatre communes concernées se réunissent à la maison communale de Rixensart pour échanger leurs points de vue. À Rixensart, le collègue minoritaire d'Armand Parant s'est fait imposer la grande fusion par le conseil communal. À Genval aussi, on suit le Plan, la mort dans l'âme. À Rosières, comme à La Hulpe, on attend le résultat d'un référendum.

Le 25 mars, tout ce petit monde se retrouve au milieu d'un public de 500 personnes (!) dans le cinéma du centre pour accueillir Joseph Michel. Invité par le PSC local, le débat est animé par Jean-Claude Verbois. Très clairement, les trois partis traditionnels se montrent favorables à la grande fusion. Après le débat, Pierre Rouelle trinque avec Jean-Claude Verbois : « J'ai une solution pour La Hulpe et on ne fusionnera pas ! ».

## Mirage ou YF-16

À partir de juin, l'actualité se concentre sur un véritable psychodrame dont va être victime le RW. Il faut renouveler la flotte aérienne et le choix doit s'opérer entre les YF-16 américains, soutenus par les partis flamands ou les Mirage français, soutenus par les francophones. Le RW est déchiré. Lors d'un vote interne, les ministres et les parlementaires sont mis en minorité par les militants. Il faut imposer les Mirage... ou démissionner. On a souvent raconté que Rouelle

## Le pourquoi du comment

Le Plan Michel préconisait une commune de 24 000 habitants regroupant Rixensart (commune pilote), Rosières-Saint-André, Genval et La Hulpe. Il y ajoutait par ailleurs le hameau d'Angoussart (Blerges). À la surprise générale, La Hulpe n'a finalement fusionné avec personne.

## Pourquoi ?

Le Rassemblement wallon n'avait que quelques bourgmestres en Brabant wallon et le seul maïorat « sauvable » était celui de La Hulpe... mais à condition de fusionner avec le moins de communes possibles. Au pire, Pierre Rouelle, comme sa population, aurait accepté Genval.

## Comment ?

Le RW va soutenir la non-fusion de Court-Saint-Étienne, exigée par les libéraux et les sociaux-chrétiens, histoire d'éviter une grosse commune socialiste au centre du Brabant wallon... à condition de réserver un sort semblable à la commune de La Hulpe. Un donant-donnant accepté sous réserve d'évaluation en 1982. Un vœu pieux...

d'ouvriers (Henricot, papeteries, brasseries...) et la promesse d'une mainmise socialiste. Les libéraux et chrétiens de ces communes vont proposer l'isolement de Court. La suite est dans une note interne que Marcel Bourlard va adresser au ministre Perin en vue de la réunion du Comité ministériel des affaires wallonnes, habilité à trancher sur les fusions : « Je vous demande de bien vouloir marquer votre accord sur cette proposition. Il est en effet intéressant qu'une deuxième commune ne fusionne pas en raison de la solution adoptée pour La Hulpe. »

## Épilogue

Aux élections de 1976, Pierre Rouelle et sa liste d'entente communale fut réélu avec triomphe. Mais l'embellie fut de courte durée. Les fameux investissements se révélèrent être une catastrophe financière pour la commune, au point qu'un Commissaire du gouvernement devra intervenir au début des années 80. En 1982, Pierre Rouelle fut renversé par Elie Delcroix (PRL), associé aux socialistes (VAL) et à l'UDRT. Il ne revint au pouvoir qu'en 1988... mais c'était pour laisser la place à Philippe Coppé, puis à Philippe Leblanc. Le vieux lion ne rattrapera finalement qu'en 1994. Le Rassemblement wallon n'était déjà plus qu'un lointain souvenir.

Stéphane VANDEN EEDE

## UNE MAISON COMMUNALE DANS LA TOURMENTE

DE 1848 À 1964



À droite, sur cette carte postale de 1920, l'ancienne maison communale de La Hulpe. Elle était située en plein centre du village, à l'endroit précis où se trouve aujourd'hui la fontaine, à quelques mètres de l'église Saint-Nicolas. Ce bâtiment, construit en 1848, abritait l'administration mais également une école communale. Devenu vétuste, il a été démolé en 1964.

Archives G. Gracq

DE 1964 À 1983



La maison qui appartenait au notaire Stevenaart, avenue des Combattants, a accueilli l'administration à partir de 1964. En 1983, un incendie d'origine mystérieuse en a ravagé les locaux (photo), détruisant en partie les archives communales. Reconstruite, la maison abrite aujourd'hui une parfumerie.

Archives J. Stasser

DE 1983 À 1995



L'administration communale a alors trouvé refuge dans les anciennes Papeteries de Genval où les bureaux de la police les ont rejoints. La commune avait pris en location ces locaux industriels qui, bien que vastes, étaient peu adaptés à cet usage et fort décentrés par rapport au village. Après moult débats, la décision de construire a été prise.

V. Rocher